



Déclaration liminaire au CT du 17 décembre 2021 (2ème convocation)

Madame la présidente,

Bien que nous soyons satisfaits que les agents aient été véritablement sondés cette fois-ci, nous espérons toutefois qu'il n'y a pas eu de lobbying de la part des chefs de service pour forcer les agents à choisir une formule plutôt qu'une autre.

Nous espérons également que chacune et chacun a pu voter en connaissance des conséquences d'une ouverture jusqu'à 12h30 sur les conditions d'accueil primaire et sur le back-office.

Puisque vous avez décidé d'harmoniser par le bas les horaires d'ouverture à compter du 1/01/2022, nous voulons réaffirmer ici la position de notre organisation syndicale.

Nous voterons "CONTRE" cette décision de réduire encore les horaires d'ouverture pour plusieurs raisons :

D'une part, cette décision se traduit par une nouvelle baisse des horaires d'ouverture au public. Ce choix imposé est dû au manque de moyens humains pour assurer un véritable service public. Avec la fermeture de nombreux sites et les regroupements de services, ce sont encore les publics les plus fragiles qui vont en subir les conséquences.

D'autre part, aucune des 2 solutions proposées ne convenait vraiment aux agents.

En effet, en ne proposant que l'ouverture de l'après-midi un mercredi :

- ceux qui sont en temps partiel ce jour-là n'ont pas osé voter pour cette formule car ça leur posait un cas de conscience et craignaient aussi pour la reconduction de leur temps partiel;
- ceux qui sont présents le mercredi avaient peur de faire face à l'affluence prévisible du mercredi après-midi, et particulièrement avec les fusions de services à venir.

Solidaires Finances Publiques revendique une amélioration des services de proximité car la véritable proximité consiste d'abord et avant tout à faire vivre les accueils des services de plein exercice existants, à les renforcer, en mettant non seulement fin aux réductions des horaires d'ouvertures mais en revenant à un accueil physique toute la semaine matin et après-midi, et avec les moyens humains permettant d'y faire face !

Solidaires Finances Publiques renouvelle son opposition résolue à la démétropolisation et au nouveau réseau de proximité.

Si l'État souhaite réellement répondre aux attentes des usagers, qu'il arrête les fermetures de sites et qu'il mette un terme à l'hémorragie des suppressions d'emplois qui rendent les services exsangues !